



République Française  
**VILLE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE**  
Département des Hauts-de-Seine

---

## **Marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du centre administratif de la commune de Villeneuve la Garenne**

### Pouvoir adjudicateur

Ville de Villeneuve la Garenne  
28, Avenue de Verdun  
92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE

### **Cahier des Clauses Particulières (CCP)**

## SOMMARE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>5</b>
1.1. OBJET .....	5
1.2. PARTIES CONTRACTANTES .....	5
1.3. TRANCHES.....	5
1.4. ALLOTISSEMENT.....	6
1.5. DEFINITION DE LA MISSION.....	6
1.6. CONTENU DES ELEMENTS MISSIONS .....	6
1.6.2. APS .....	6
1.6.3. MOB .....	7
1.6.4. APD .....	7
1.6.5. AUTORISATIONS D'URBANISMES ET AUTRES DOSSIERS LE CAS ECHEANT .....	8
1.6.6. PRO .....	8
1.6.6. DCE/ACT.....	10
1.6.7. VISA .....	11
1.6.8. DET .....	11
1.6.9. OPC.....	12
1.6.10. AOR .....	12
1.6.11. CSSI .....	13
1.7. CONTROLE TECHNIQUE.....	13
1.8. COORDONNATEUR SPS.....	13
1.9. DUREE DU MARCHE .....	14
1.10. SOUS-TRAITANCE .....	14
1.11. MARCHES AYANT POUR OBJET LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	14
1.12. SERVICE EN CHARGE DU SUIVI DE LA PRESTATION .....	14
1.13. LA POLITIQUE RSE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE .....	15
<b>ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>15</b>
2.1. PIECES PARTICULIERES CONTRACTUELLES.....	15
2.2. PIECES GENERALES CONTRACTUELLES.....	15
<b>ARTICLE 3 – DELAI D'EXECUTION.....</b>	<b>16</b>
3.1. DELAIS D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES .....	16
3.2. RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES .....	16
3.3. DELAI DE VERIFICATION DES ETUDES D'EXECUTION (VISA) .....	16
3.4. REUNIONS DE CHANTIER HEBDOMADAIRES .....	17
3.5. VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE MENSUEL DES ENTREPRENEURS.....	17
3.6. DELAI DE VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE .....	17
3.7. VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE FINAL .....	17
3.8. DELAI DE VERIFICATION DES PROJETS DECOMPTE FINAL .....	17
3.9. DELAI D'INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION .....	17
3.10. DELAI DE TRANSMISSION DU DOSSIER DOE .....	18
3.11. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION .....	18
<b>ARTICLE 4 – PRIX.....</b>	<b>18</b>
4.1. CONTENU ET FORME DES PRIX .....	18
4.2. FORFAIT DE REMUNERATION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE .....	19
4.2.1. FORFAIT PROVISoire DE REMUNERATION .....	19
4.2.2. FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION.....	19
4.3. DISPOSITIONS DIVERSES .....	19
4.4. VARIATION DES PRIX .....	20
4.4.1. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	20
4.4.2. ACTUALISATION ET REVISION DES PRIX.....	20
4.4.3. DIVERS.....	20

4.5. TVA .....	20
<b>ARTICLE 5 – REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>21</b>
5.1. REPARTITION DES PAIEMENTS.....	21
5.2. AVANCE .....	21
5.3. ACOMPTES .....	21
5.3.1 POUR L'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES SUIVANTS : APS, APD, PRO / PC, DCE / ACT .....	21
5.3.2. POUR LE VISA.....	21
5.3.3. POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE CONTROLE D'EXECUTION (DET, OPC ET AOR).....	21
5.3.4. REMUNERATION DES ELEMENTS .....	22
5.3.6. MONTANT DE L'ACOMPTE .....	22
5.4. ÉTABLISSEMENT DU SOLDE ET PAIEMENT PARTIEL DEFINITIF.....	23
<b>ARTICLE 6 – PAIEMENT .....</b>	<b>23</b>
6.1. MODE DE REGLEMENT.....	23
6.2. PRESENTATION DES FACTURES.....	24
<b>ARTICLE 7 – PENALITES.....</b>	<b>24</b>
7.1. PENALITES.....	24
7.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	25
<b>ARTICLE 8 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....</b>	<b>26</b>
8.1. CONDITION ECONOMIQUE D'ETABLISSEMENT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	26
8.2. TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX .....	26
8.3. SEUIL DE TOLERANCE .....	26
8.4. COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX.....	26
<b>ARTICLE 9 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....</b>	<b>26</b>
9.1. COUT DE REALISATION DES TRAVAUX .....	26
9.2. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT DU COUT DE REALISATION DE TRAVAUX.....	27
9.3. TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX .....	27
9.4. SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	27
9.5. COMPARAISON ENTRE LA REALITE ET LA TOLERANCE .....	27
9.6. PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE.....	27
9.7. MESURES CONSERVATOIRES .....	27
<b>ARTICLE 10 - ORDRES DE SERVICE.....</b>	<b>27</b>
10.1. ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE .....	27
10.1.1. FORME DE NOTIFICATION.....	27
10.1.2. NECESSITE D'UN ORDRE DE SERVICE DU MAITRE D'OUVRAGE.....	28
10.1.3. EFFETS D'UN ORDRE DE SERVICE / POSSIBILITE POUR LE MAITRE D'ŒUVRE D'EMETTRE DES OBSERVATIONS.....	28
10.2. ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE .....	28
<b>ARTICLE 11 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 12 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 13 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 14 - ACHEVEMENT DE LA MISSION.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 15 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS / DECISIONS APRES VERIFICATIONS.....</b>	<b>29</b>
15.1. OPERATION DE VERIFICATION.....	29
15.2. DECISION APRES VERIFICATION.....	30
<b>ARTICLE 16 - UTILISATION DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>30</b>
16.1. UTILISATION DES RESULTATS .....	30

16.2. CESSION DE DROIT .....	30
16.3. SECRET PROFESSIONNEL .....	31
<b>ARTICLE 17 – ASSURANCE .....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 18 – PIECES ET ATTESTATION .....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 19– RESILIATION .....</b>	<b>31</b>
19.1. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL .....	31
19.2. RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS .....	32
<b>ARTICLE 20 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER .....</b>	<b>32</b>
<b>ARTICLE 21 – COMPETENCE EN CAS DE LITIGE.....</b>	<b>32</b>
<b>ARTICLE 23 –DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>32</b>

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. OBJET

Le présent marché est relatif à une mission de maîtrise d'œuvre pour rénovation du centre administratif de la ville de Villeneuve-la- Garenne. Il entre dans le champ d'application du Livre IV du Code de la commande publique.

Le montant estimé des travaux est de 1 735 125,00 € HT (valeur février 2024)

### 1.2. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont les suivantes :

- La Ville Villeneuve la Garenne désignée ci-après « pouvoir adjudicateur » ou « maître d'ouvrage », représentée par son Maire,
- L'opérateur économique titulaire qualifié par le présent marché de « titulaire » ou de « maître d'œuvre »

Le titulaire du marché a le droit de désigner, conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du C.C.A.G-P.I., une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de signaler toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteraient :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- À la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- À son capital social ;
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Certaines de ces modifications nécessitent la contractualisation d'une modification au marché. Dans un souci de transparence, il apparaît important d'informer le pouvoir adjudicateur sur les modifications en cause. Par contre, dans le cas où le pouvoir adjudicateur estime que des modifications ont des répercussions trop importantes sur l'exécution du marché, ou que le titulaire ne présente plus les mêmes garanties professionnelles et financières, il dispose de la possibilité de résilier le marché.

### 1.3 TRANCHES

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## 1.4. ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti car il n'est pas prévu de prestations distinctes.

## 1.5. DEFINITION DE LA MISSION

Le contenu des éléments de mission est celui stipulé dans l'annexe 20 du Code de la Commande publique (Arrêté du 22 mars 2019) qui s'applique dans le cas présent.

Les prestations de maîtrise d'œuvre portent sur le réaménagement intérieur de tous les espaces du centre administratif et la rénovation énergétique de l'existant, tout en incluant la mise en place temporaire d'un nouveau centre administratif et son démantèlement. Et comportent les missions suivantes :

*Missions de base :*

- APS : études d'avant-projet sommaire
- APD : études d'avant-projet détaillé
- PRO / PC : étude de projet et dépôt des autorisations d'urbanismes nécessaires à la réalisation du projet (projet définitif et provisoire)
- DCE / ACT : Élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises et Assistance aux contrats de travaux
- VISA : contrôle des études d'exécution des entreprises
- DET : direction de l'exécution des travaux
- AOR : assistance lors d'opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

*Missions complémentaires :*

- OPC : Ordonnancement de Pilotage et de Coordination
- MOB : Définition et choix des équipements mobiliers et Traitement de la signalétique
- CSSI : La coordination des systèmes de sécurité incendie

## 1.6. CONTENU DES ELEMENTS MISSIONS

La complexité et l'étendue de la mission du maître d'œuvre intègrent notamment les précisions ci-après.

### 1.6.2. APS

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet :

- Préciser la composition générale en plan et en volume ;
- Evaluer les volumes intérieurs.
- Proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ;
- Définir un calendrier général prévisionnel pour l'ensemble de l'opération, incluant les phases de conception, de réalisation et de réception de l'ouvrage. Ce calendrier devra spécifier le découpage en tranches fonctionnelles, notamment entre les travaux temporaires nécessaires pour maintenir le fonctionnement continu de l'équipement et les travaux relatifs au projet lui-même. Il est rappelé par la maîtrise d'ouvrage que l'équipement doit impérativement être livré au plus tard pour le 01/12/2025
- Etablir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux y compris les aménagements de l'équipement temporaire

**Documents à remettre :**

- Un recueil des comptes rendus des réunions avec la maîtrise d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.
- Le suivi et la mise à jour du calendrier prévisionnel de l'opération.
- Une note de présentation actualisée par rapport à la phase d'esquisse, détaillant les éventuels écarts de programmation résultant de l'avancement des études.
- Une formalisation graphique de l'APS présentée à l'échelle **1/200**, comprenant des plans, coupes et élévations, avec des détails significatifs **à l'échelle 1/100**.
- Un tableau récapitulatif des surfaces par ensemble fonctionnel.
- Une notice descriptive sommaire détaillant les volumes intérieurs, le fonctionnement, les mobiliers ( Cf. mission MOB à l'article 1.6.3 du présent CCP) , ainsi que les éventuels changements extérieurs.
- Une notice explicative des dispositions techniques et des performances envisagées, notamment en termes d'améliorations énergétiques.
- Une indication du délai global de réalisation de l'opération,
- Un dossier de synthèse définissant les interactions des ouvrages avec les réseaux existants et projetés.
- Une estimation du coût prévisionnel définitif des travaux, décomposée en lots ou postes distincts selon les spécifications techniques, avec une proposition sur le mode de dévolution et de consultation des entrepreneurs.
- Une note justificative des éventuels écarts par rapport à la phase précédente, identifiant et classifiant ces écarts dans le respect des seuils de tolérance.

Il est à noter que les études d'avant-projet sommaire font l'objet d'au moins trois présentations au maître d'ouvrage.

### 1.6.3. MOB

Cette mission consiste à **la définition et choix des équipements mobiliers** indiqués dans les fiches espace du programme

La mission MOB comprend également le traitement de la signalétique :

- Concevoir, définir et prescrire un ensemble d'éléments de signalétique directionnelle, de localisation pédagogique, injonctive, informative et/ou ludique, et d'accessibilité dont la démarche est à réaliser en conformité avec **le référentiel Qualivilles, qui est annexé au présent marché.**
- Réaliser une charte graphique.

### 1.6.4. APD

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur l'APS approuvé par le maître d'ouvrage, ont pour objet :

- Un recueil des comptes rendus des réunions avec la maîtrise d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.
- Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- Arrêter en plans, coupes et façades les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- Définir les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques ;
- Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements.
- Etablir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés ;

- Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme ;
- Permettre l'établissement du forfait définitif de rémunération dans les conditions prévues à l'article 4.4.2 du présent CCP.

#### **Documents à remettre :**

- Formalisation graphique de l'APD présentée à l'échelle 1/100, avec certains détails affinés à 1/50 comprenant à la fois l'aménagement temporaire et le projet final ;
- Plans de principe de la structure existante et éventuellement projetée, incluant des prédimensionnements ;
- Tracés unifilaires des réseaux et terminaux sur des zones types à l'échelle 1/100 (chauffage, ventilation, électricité, plomberie, etc.) ;
- Tableau des surfaces détaillées conforme au programme et à une étude de capacité ;
- Descriptif détaillé des principes constructifs des cloisonnement et du montage du mobilier ;
- Notices et plans relatifs à l'accessibilité et de sécurité incendie.

#### **1.6.5. Autorisations d'urbanismes et autres dossiers le cas échéant**

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier de demandes autorisations d'urbanisme, il réalise les pièces techniques, transmet au maître d'ouvrage qui dépose aux autorités compétentes.

Il effectue les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations nécessaires pour la réalisation du projet.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre les récépissés de dépôt des demandes d'autorisations et toute correspondance avec l'administration et ce pendant toute la durée des instructions desdits dossiers. Dès réception des autorisations, il lui en transmet copie et procède à l'affichage réglementaire sur le terrain le cas échéant en bonne et due forme.

Dans le cas de configuration du présent du projet :

- Etablissement des dossiers AT (autorisation de travaux) au minimum comme autorisation requise. (Provisoire et définitif)
- Remise au maître d'ouvrage : au nombre exemplaires requis par le service instructeur de la ville de Villeneuve-la-Garenne, certifié conforme et signé, dont 1 exemplaire numérique.

#### **1.6.6. PRO**

Les études de projets ont pour objet :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de l'aménagement, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- Préciser les tracés en fonction du mode d'évolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale de l'ouvrage ;
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- Participer à la vérification de la cohérence des éléments du projet et des prestations avec l'économie générale du marché global.
- Etablir le coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- Déterminer le délai global de réalisation des équipements, le phasage des travaux, les solutions et aménagements temporaires et leurs démantèlements, les interférences sur les lieux du projet. Il est



rappelé par la maîtrise d'ouvrage que l'équipement définitif doit impérativement être livré au plus tard pour le 01/12/2025.

### **Documents à remettre :**

#### Documents graphiques :

- Plans de phasage des travaux ;
- Planning prévisionnel ;
- Plan de situation ;
- Plan de masse général à l'échelle 1/500 et plans de masse au 1/200 ;
- Plans, coupes et élévations de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/50, différenciant graphiquement les éléments projetés et conservés et incluant les repérages des faux plafonds, les revêtements de sols, les cloisonnements, les portes, les suspentes, le mobilier et tous ouvrages de second œuvre, avec tous les détails significatifs de conception architecturale à une échelle variant de 1/20 à 1/2
- Coupes techniques détaillées à l'échelle 1/50 sur chaque élément du projet.
- Plans de signalisation ;
- Plans des niveaux cotés en 3D ;
- Plans des réseaux divers :
- Plans d'électricité, courants forts et courants faibles, incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100
- Plans de chauffage, climatisation et plomberie sanitaire, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux au 1/100
- Réservations importantes affectant les ouvrages de structure. Surcharges d'exploitation et charges à supporter par la structure pour les principaux ouvrages, besoins principaux en fluides
- Plans de structure, incluant axes, trames, joints de dilatation, plans des différents niveaux du 1/100 au 1/50 avec positionnement, dimensionnements principaux

En tant que de besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides

- 
- Carnet de détail architectural, précisant les matériaux comprenant le calepinage des revêtements, des encoffrements, et tout sujet nécessaire à la compréhension optimale du projet ;
- Carnet de mobilier comprenant au minimum les descriptifs des équipements ; d'éclairage, l'implantation de principe en coupe et plan, les postes de travail, la banque d'accueil, le mobilier d'attente, les panneaux d'orientation, le mobilier de rangement, les bornes de gestion d'accueil, etc.
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

#### Documents écrits :

- Avant-métrés ;
- Rédaction du CCTP 0 commun à tous les lots fixant les limites de prestations et enchainements de prestations entre les différents lots ;
- Rédaction des cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, et les conditions d'essai et d'épreuves ;
- Notices définitives décrivant les dispositions prises en termes de réglementations et de chantier propre ;
- Tableau des surfaces détaillé mis à jour ;
- Etude thermique du projet ;
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposé en corps d'état ou postes séparés et de l'avant-métrés sur la base duquel il a été établi ;
- Note justificative des éventuels écarts de coût avec les phases antérieures. Les études PRO font l'objet d'une présentation au maître d'ouvrage.
- Notice architecturale

- Notice mobilier

Les études PRO font l'objet d'une présentation au maître d'ouvrage.

### 1.6.6. DCE/ACT

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux sur la base des études qu'il a approuvées a pour objet :

- Préparer la consultation des entreprises, en fonction du mode de passation et de dévolution des marchés;
- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et d'examiner les candidatures obtenues ;
- Analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres ;
- De préparer les mises au point permettant la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

#### a) La réalisation du dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend :

- Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la passation des marchés, cette liste exhaustive répertorie le document élaboré par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les autres intervenants de l'opération, en précisant le cas échéant leur ordre de priorité.
- La réalisation des documents nécessaires à la constitution du DCE : plans, coupes, détails, repérage des ouvrages (échelle 1/50 à 1/200 avec détails de 1/20 à 1/50), pièces techniques (CCTP), Cadre de Décomposition du Prix global et Forfaitaire sans précision sur les quantités ;
- L'établissement du calendrier directeur d'exécution des travaux, ainsi que les plans directeurs d'installations de chantier, en coordination avec le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre s'assure de la cohérence de l'ensemble avant l'envoi en consultation

#### b) Élaboration des cahiers des clauses techniques particulières (CCTP)

- Les travaux doivent être définis par des spécifications techniques formulées soit par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, soit en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, soit en combinant les deux. Les spécifications techniques ne peuvent faire référence à un mode ou procédé de fabrication particulier, ni faire référence à une marque, un brevet ou un type lorsqu'une telle mention est susceptible de favoriser ou d'éliminer certains opérateurs économiques ou certains produits.

#### c) Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF (sans précision sur les quantités)

- Le cadre de décomposition des prix globaux et forfaitaires est le document décomposant les éléments du prix forfaitaire des travaux à réaliser, et définissant les éléments à chiffrer par les entreprises.
- 
- Le titulaire veillera à ce que toutes les précisions techniques soient incluses dans le dossier, de manière que la description des travaux ne donne pas lieu à interprétation lors de l'exécution du marché de travaux.

#### d) Analyse des candidatures et des offres – Mise au point des marchés de travaux

- Le maître d'ouvrage transmet au maître d'œuvre les questions techniques déposées sur le profil acheteur par les candidats. Il assure la diffusion des réponses fournies par le maître d'œuvre.

#### e) Analyse des candidatures et des offres – Mise au point des marchés de travaux

- Analyse de la conformité de la candidature et des offres
- Analyse des offres sur la base des critères et sous-critères définis dans le règlement de la consultation
- Assistance à la passation du marché public de travaux avec la rédaction du rapport d'analyse des offres pour tous les lots y compris en cas de négociation et en cas d'offres déclarées infructueuses ou sans suite.
- Présentation du rapport d'analyse des offres à l'acheteur, le cas échéant, avant et après la phase de négociation.
- Mise au point des marchés avec les entreprises

#### **1.6.7. VISA**

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître de l'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

#### **1.6.8. DET**

La direction de l'exécution des travaux incombe au titulaire qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction décelable par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris, le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions hebdomadaires de chantier ;
- Informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général ;
- Donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige

sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises.

Le titulaire devra notamment :

- Mettre en place les méthodes de suivi de la qualité sur le chantier ;
- Prendre en compte les règles relatives à l'hygiène et la sécurité, et notamment celles liées aux ERP ;
- Prendre en compte les prescriptions environnementales du chantier ;
- S'assurer qu'il n'y a ni sous-traitant occulte ni travailleurs clandestins ;
- Se préserver des contentieux en garantie décennale et biennale ;
- S'assurer du respect des délais et mettre en œuvre les mesures de rattrapage en cas de retard ;
- S'assurer que la sécurité des personnes est maintenue ;
- Délivrer les ordres de service selon les dispositions définies à l'article 10.2 du présent document ;
- Piloter les réunions hebdomadaires de chantier, tenir le registre de chantier, établir les comptes rendus de réunions de chantier ;
- Vérifier les projets de décompte et décompte général ;
- Instruire les litiges et mémoires en réclamation des entreprises.

#### **1.6.9. OPC**

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier [OPC] ont respectivement pour objet :

- Analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques ;
- Harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ;
- Au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, de mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

#### **1.6.10. AOR**

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- Organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;
- De constituer le Dossier des Ouvrages Exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de recollement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.

-

#### Garantie de Parfait Achèvement

A chaque signalement pendant la période de parfait achèvement des travaux :

- Examenner sur place les désordres, et en rendre compte par écrit au maître d'ouvrage en précisant la nature exacte du désordre, la cause probable, les travaux à réaliser, et une évaluation de leur coût, la garantie à faire jouer, les constructeurs à mettre en cause ;
- Conduire la levée des réserves.

### **1.6.11 CSSI**

La mission de coordination SSI, doit être conforme à la norme NF S61-932 de juillet 2000

#### En phase de conception :

- Le coordonnateur SSI établit un cahier des charges fonctionnel du SSI définissant :
- La catégorie du SSI
- L'organisation et la corrélation des zones de détection (ZD) et de sécurité (ZS)
- Le positionnement des matériels centraux déportés
- Les modalités d'exploitation d'alarme (restreinte, générale ou sélective)
- Les constituants du SSI, le mode de fonctionnement des dispositifs commandés terminaux (DCT) et les options de sécurité des dispositifs actionnés de sécurité (DAS)
- Le principe et la nature des liaisons
- La procédure de réception technique.

#### En phase de réalisation :

- Suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI
- Création et mise à jour du dossier d'identité SSI conforme à la norme NF S61-932
- Contrôle du respect du cahier des charges et suivi du contrôle fonctionnel
- Etablissement du procès-verbal de réception technique.

## **1.7. CONTROLE TECHNIQUE**

Les travaux à mettre en œuvre sont soumis au contrôle technique au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur sur la responsabilité et l'assurance construction.

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé nommé par le maître d'ouvrage. Le nom et les références du contrôleur technique seront communiqués ultérieurement au titulaire.

Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

## **1.8. COORDONNATEUR SPS**

La présente opération est concernée par les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

L'opération est située en deuxième catégorie.

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. Le nom et les références du coordinateur seront communiqués ultérieurement au titulaire.

Dans le cadre de son marché, le titulaire doit fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur est soumis au maître de l'ouvrage.

## **1.9. DUREE DU MARCHE**

Le marché est conclu pour une durée allant de la date de notification du marché à l'achèvement de la garantie de parfait achèvement des travaux.

## **1.10. SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut sous-traiter sous sa responsabilité l'exécution d'une partie du marché, moyennant le respect des dispositions des articles 2193-2 et suivants du Code de la commande publique.

C'est la loi française qui s'applique quelle que soit la nationalité du titulaire.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un acte spécial (DC 4 dernière version) signé par la personne qui conclut le contrat de sous-traitance. Les conditions de paiement conclues entre le titulaire et le sous-traitant doivent figurer dans l'acte spécial.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial (formulaire DC4 dernière version) dûment rempli :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article L2141 et suivants du CCP ;
- Tout document attestant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant ;
- Les certificats sociaux et fiscaux du sous-traitant à jour au 31 décembre de l'année précédente.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32 et 36 du C.C.A.G-P.I.).

## **1.11. MARCHES AYANT POUR OBJET LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

Les prestations, objet du présent marché, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée définie à l'article R2122-7 du CCP et qui seront exécutées par l'attributaire du marché initial.

Ces prestations similaires donneront lieu à la conclusion d'un nouveau marché passé sans mise en concurrence ni publicité préalable dont l'objet consistera à la réalisation de prestations de maîtrise d'œuvre identiques à celles du marché initial et reposant sur les seules spécifications techniques de ce marché initial.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché. Le montant total du marché initial et du marché de prestations similaires devra être inférieur aux seuils de procédure formalisée.

## **1.12. SERVICE EN CHARGE DU SUIVI DE LA PRESTATION**

Le suivi du marché sera assuré par la direction de l'Aménagement et des Grands Projet de la ville.

### **1.13. LA POLITIQUE RSE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE**

Suite à un audit, la Collectivité s'est engagée dans une démarche de certification Qualivilles, pour répondre aux exigences du référentiel, la Ville doit procéder à l'évaluation du titulaire du marché public. Ainsi, le référent du pouvoir adjudicateur devra remplir un formulaire d'évaluation, en annexe qu'il leur sera transmis de manière annuelle ou à l'issue de la prestation.

Le titulaire devra accompagner la Collectivité pour qu'elle puisse respecter les exigences du référentiel Qualivilles en annexe. Les prescriptions annexées au présent marché devront être exécutées par le titulaire. A défaut, des pénalités seront appliquées.

Par ailleurs, la Collectivité a approuvé par délibération du 19 décembre 2023, la mise en place du schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsable. Ainsi, vous trouverez en annexe, les différentes actions notamment la mise en œuvre de la charte handicap et la charte européenne pour l'égalité femmes hommes.

## **ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant (par dérogation au 4.1 du C.C.A.G.-P.I.) :

### **2.1. PIECES PARTICULIERES CONTRACTUELLES**

- 
- L'Acte d'Engagement (A.E.) Et son annexe 1.
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ;
- Le programme fonctionnel détaillé de l'opération
- Le calendrier prévisionnel de l'opération ;
- Le Cadre de Mémoire Technique renseigné par le titulaire au stade de la remise des offres
- La politique RSE de Villeneuve-la-Garenne (les annexes citées à l'article 1.13 du présent document)

### **2.2. PIECES GENERALES CONTRACTUELLES**

- Le Code de la commande publique
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.) (arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles) ; Il est précisé que le CCAG – MOE du 30 mars 2021 ne s'applique pas à la présente opération.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.-T.) (arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux) ;
- Les normes en vigueur pour l'ensemble des prestations faisant l'objet du marché.

Ces documents réputés connus ne sont pas joints au marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les différentes pièces contractuelles du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance de tout texte ou réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

### **3.1. DELAIS D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES**

Les délais d'établissement des documents d'études sont fixés dans l'acte d'engagement pour les missions de la phase conception suivantes : APS, APD, Autorisations d'Urbanisme et PRO / DCE et ACT

### **3.2. RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES**

Conformément à l'article 26.4.2 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications et réception.

Le titulaire remet l'ensemble des documents d'études au maître d'ouvrage pour validation. Aucune remise partielle de document ne sera acceptée par le maître d'ouvrage.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception en quantités suivantes :

- AVP : 2 exemplaires
- PRO : 2 exemplaires
- DOE : 2 exemplaires

Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée. Pour ce faire, le maître d'œuvre fournira également les documents sous format informatique en format source (WORD, EXCEL, et DWG...).

Des réunions de travail sont organisées à chaque étape du projet pendant la phase conception et autant que cela s'avère nécessaire afin de garantir la qualité des éléments finalisés et de respecter les délais de l'acte d'engagement.

A minima

- 3 réunions lors de la phase AVP
- 3 réunions lors de la phase PRO
- 2 réunions lors de la phase DCE

Par dérogation aux dispositions de l'article 26.2 du C.C.A.G.-P.I., le pouvoir adjudicateur dispose d'un **délai de 15 jour calendaire** pour procéder aux vérifications des documents d'études et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Ce délai court à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des documents d'études complètes par le titulaire.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au titulaire dans le délai, la prestation est considérée comme acceptée sans réserve, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

### **3.3. DELAI DE VERIFICATION DES ETUDES D'EXECUTION (VISA)**

Le délai maximum du titulaire pour donner son VISA sur les études d'exécution (comprenant plans, notes de calculs, détails prévisionnels, PV matériaux, etc...) transmises par les entreprises est fixé à sept (7) jours calendaires à compter de la réception complète des documents.



### **3.4. REUNIONS DE CHANTIER HEBDOMADAIRES**

Dans le cadre de sa mission DET et OPC, le titulaire organise avec les entreprises, des réunions hebdomadaires de chantier et ce jusqu'à la livraison de l'équipement définitif.

### **3.5. VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE MENSUEL DES ENTREPRENEURS**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du C.C.A.G applicable aux marchés de travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis via la plateforme CHORUS PRO ([www.chorus-pro.gouv.fr](http://www.chorus-pro.gouv.fr))

Après vérification, le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, et en informe le titulaire.

Après vérification et acceptation, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

### **3.6. DELAI DE VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE**

Le délai de vérification par le titulaire du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à sept (7) jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

### **3.7. VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE FINAL**

A l'issue des travaux, le titulaire vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3.1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par tout moyen permettant de donner date certaine, notamment par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci le titulaire établit, dans les conditions définies à l'article 13.4.1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux, le projet de décompte général.

### **3.8. DELAI DE VERIFICATION DES PROJETS DECOMPTE FINAL**

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte final sont fixés à vingt-et-un (21) jours calendaires à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

### **3.9. DELAI D'INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION**

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un (1) mois à compter de la date de réception par le titulaire du mémoire de réclamation.

### **3.10. DELAI DE TRANSMISSION DU DOSSIER DOE**

Le délai de transmission au maître d'ouvrage du DOE (dossier des ouvrages exécutés ) vérifié et récolé, est d'un (1) mois à compter de la date de réception des travaux.

### **3.11. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION**

Conformément à l'article 13.3 du C.C.A.G.-P.I., lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du titulaire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut, pas davantage, être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## **ARTICLE 4 – PRIX**

### **4.1. CONTENU ET FORME DES PRIX**

Le marché est traité à prix forfaitaires, portés à l'acte d'engagement du marché.

Il est réputé comprendre, par dérogation à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-P.I. :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.
- Toutes les dépenses résultant de l'exécution du service. A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par le prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent la prestation. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.
- Toutes les prescriptions du présent cahier des clauses particulières concernant le contenu de la mission.

- Les modifications ou évolutions du projet et des documents à rendre au titre de la mission (plan, cahier des charges, chiffrages ...) demandées par le pouvoir adjudicateur.
- Tous les frais relatifs à la gestion et à l'encadrement de son personnel. Elle inclut notamment les frais de déplacement et d'hébergement si nécessaires.
- En cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

## **4.2. FORFAIT DE REMUNERATION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE**

### **4.2.1. Forfait provisoire de rémunération**

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement est provisoire. Il est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la signature du marché :

- <sup>2</sup>

### **4.2.2. Forfait définitif de rémunération**

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel définitif sur la base de l'exécution des études d'avant-projet détaillé.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- Du forfait de rémunération ;
- Des dépenses de libération d'emprise ;
- Des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- Des frais éventuels de contrôle technique ;
- De la prime éventuelle de l'assurance « dommages » ;
- De tous les frais financiers ;
- Des frais éventuels de coordination hygiène et sécurité.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément APD est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Toutefois cette disposition ne s'appliquera pas en cas d'augmentation du coût prévisionnel, due à des travaux supplémentaires non prévus dans le programme et demandés par le maître d'ouvrage.

Après réception de l'APD par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

## **4.3 DISPOSITIONS DIVERSES**

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études figurant

à l'acte d'engagement.

Une modification du marché (avenant) permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe également le forfait définitif de rémunération.

#### **4.4. VARIATION DES PRIX**

##### **4.4.1. Mois d'établissement des prix**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur du mois de remise de l'offre (ce mois est appelé mois zéro)

##### **4.4.2. Actualisation et révision des prix**

Les prix sont fermes et actualisables.

Concernant l'actualisation, en phase d'étude (APS, APD/PC, PRO/DCE) :

Le prix ferme est actualisé si un délai supérieur à trois mois (s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de commencement d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C1) donné par la formule :

$$C1 = \frac{Im-3}{Io}$$

Formule dans laquelle :

- Io : indice ingénierie ING du mois m0 (Études) (mois de remise des offres)
- Im-3 : Indice ingénierie ING du mois antérieur de 3 mois au mois « m » contractuel de commencement des études. Ce mois « m » est celui de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de son marché.

##### **4.4.3. Divers**

Les coefficients d'actualisation et de révision sont arrondis au millième supérieur.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

#### **4.5. TVA**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. La TVA est celle applicable à la date d'établissement des pièces de mandatement.

## **ARTICLE 5 – REGLEMENT DES COMPTES**

### **5.1. REPARTITION DES PAIEMENTS**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, ou le cas échéant entre le titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### **5.2. AVANCE**

Une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

L'avance est égale à 10 % du forfait provisoire de rémunération.

Le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur pourra demander la constitution d'une garantie de première demande préalablement au versement de l'avance. Cette garantie devra être constituée à hauteur du montant total de l'avance versée.

Le titulaire peut refuser le versement de cette avance dans l'acte d'engagement.

### **5.3. ACOMPTES**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

#### **5.3.1 Pour l'établissement des documents d'études suivants : APS, APD, PRO / PC, DCE / ACT**

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception formelle par le maître d'ouvrage  
+ 20 % après validation de la phase.

#### **5.3.2. Pour le VISA**

Les prestations incluses dans l'élément VISA sont réglées après production d'un document récapitulant l'ensemble des études et plans d'exécution, qui sont présentés au visa du maître d'œuvre, par les entreprises, complétés par les dates auxquelles les études et plans d'exécution ont été visés, accompagnés des justificatifs nécessaires démontrant que ces documents respectent les dispositions du projet.

#### **5.3.3. Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET, OPC et AOR)**

a) Élément DET (direction des travaux).

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 80 % ;
- À la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage du projet de décompte final et après traitement

des réclamations éventuelles des entreprises : 20 %.

b) Élément OPC

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis l'OS de démarrage : 100 % ;

c) Élément AOR (assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement).

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- À l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20 %
- À la remise du dossier des ouvrages exécutés : 40 %
- À l'achèvement des levées de réserves : 20 %
- À la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages, prévu à l'article 44-1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit C.C.A.G. : 20 %.

#### **5.3.4. Rémunération des éléments**

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments de l'APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel définitif des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PROJET à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments antérieurs.

#### **5.3.6. Montant de l'acompte**

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

d) Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

e) Projet de décompte périodique

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, par courrier électronique ou lettre recommandée avec avis de réception postal, son projet de décompte périodique.

#### f) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.1 du présent C.C.P.

#### g) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent.
- 2) L'incidence de la révision des prix appliquée sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente
- 3) L'incidence de la TVA.
- 4) Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Si le maître d'ouvrage modifie le projet du maître d'œuvre, il notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte accompagné du décompte modifié.

### 5.4. ÉTABLISSEMENT DU SOLDE ET PAIEMENT PARTIEL DEFINITIF

Par dérogation à l'article 11.8 du C.C.A.G.-P.I., il n'est pas prévu de paiement partiel définitif.

## ARTICLE 6 – PAIEMENT

### 6.1. MODE DE REGLEMENT

Le paiement sera effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture sur la plateforme CHORUS PRO.

Les factures doivent être adressées obligatoirement de manière électronique via le portail Chorus, après réalisation des prestations et admission de celles-ci, à l'adresse suivante : [https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus\\_portail\\_pro/](https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/)

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points ainsi que le paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le délai de trente (30) jours ne peut être suspendu que par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui faisant connaître les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au mandatement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement jusqu'à la remise par le titulaire, au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, portant bordereau des pièces transmises, de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

## **6.2. PRESENTATION DES FACTURES**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique. Les factures afférentes aux prestations réalisées seront déposées sur la plateforme CHORUS PRO.

Elles comporteront les indications suivantes :

- Les noms, raison sociale, numéro de Siret ou Siren et adresse du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande
- Les prestations exécutées
- La date d'exécution
- La désignation de la collectivité débitrice
- Le montant hors T.V.A. des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant
- Le montant total des prestations exécutées ou décompte des sommes dues

Toute facture ne se présentant pas comme prévu sera systématiquement rejetée et retournée au titulaire avec les motifs invoqués.

En cas d'erreur dans la facturation le délai de mandatement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées seront retournées au titulaire pour correction, elles seront accompagnées d'une lettre, expliquant les raisons du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes...). Le titulaire devra obligatoirement retourner au pouvoir adjudicateur, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

L'ensemble des dispositions concernant la facturation et son contrôle sont applicables au titulaire comme aux éventuels sous-traitants.

La monnaie de compte du marché est l'euro (€). Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

## **ARTICLE 7 – PENALITES**

### **7.1. PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I., il sera fait application des pénalités suivantes :

Les pénalités commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.



A compter de la notification de la demande de paiement rectifiée par le pouvoir adjudicateur (faisant apparaître le montant détaillé des pénalités et leurs modalités de calcul), le titulaire dispose d'un délai de 7 jours pour présenter ses observations par écrit au pouvoir adjudicateur. Passé ce délai, le silence du titulaire vaut acceptation des pénalités.

- Pénalités pour retard de remise des documents d'études (APS, APD, PC/ PRO et DCE /ACT) : En cas de retard dans la présentation de ses documents d'études, le maître d'œuvre subira des pénalités dont le montant est fixé à 100 € par jour calendaire de retard.
- Pénalités pour retard dans le VISA des études d'exécution : En cas de retard dans le VISA des études d'exécution, le maître d'œuvre subira des pénalités dont le montant est fixé à 100 € par jour calendaire de retard.
- Absence aux réunions de chantier / Retard dans la remise des comptes rendus des réunions de chantier : La présence du maître d'œuvre à chaque réunion hebdomadaire de chantier ainsi qu'à toutes les réunions techniques spécifiques est obligatoire. Il sera appliqué une pénalité de 200 € pour chaque absence constatée ou retard perturbant le rendez-vous de chantier. Toutefois, cette pénalité peut ne pas être appliquée si une justification valable est fournie au maître d'ouvrage, au plus tard 48 heures suivant le rendez-vous. En outre, les comptes rendus, relevés et synthèses périodiques seront remis dans un délai quatre (4) jours suivant la réunion de chantier ou la réunion spécifique. Il sera appliqué une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard dans la remise des comptes rendus de réunions.
- Pénalités pour retard de remise du projet de décompte : En cas de retard dans le projet de décompte final, le maître d'œuvre subira des pénalités dont le montant est fixé à 100 € par jour calendaire de retard. De plus, à l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.
- Pénalités pour retard de transmission du DOE. En cas de retard dans la transmission du DOE : le maître d'œuvre encourt sur ses créances, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.
- Pénalités pour mauvaise exécution des prestations : En cas de non-respect de ses obligations (information...), de ses engagements ou de mauvaise exécution de ses prestations non couvertes par les pénalités évoquées ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par manquement constaté.

## **7.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra le mettre en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-P.I., ce délai, sauf en cas d'urgence, ne pourra être inférieur à sept (7) jours calendaires.

Si le titulaire n'a pas exécuté les prestations dans les délais prescrits, le pouvoir adjudicateur pourra, en tant que de besoin, faire intervenir une entreprise de son choix aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur pourra également faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 8 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **8.1. CONDITION ECONOMIQUE D'ETABLISSEMENT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (mois de remise des offres)

### **8.2. TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 % entre le montant prévisionnel des travaux fixé par le maître d'ouvrage et le montant des travaux sur lequel le MOE s'engage au stade de l'APD, sous réserve des dispositions de l'article 4.2.2 précité.

### **8.3. SEUIL DE TOLERANCE**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 8.2 ci-dessus.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

### **8.4. COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX**

Le coût de référence des travaux est celui obtenu par le montant des marchés de travaux notifiés aux entreprises.

Un taux de tolérance de 5% est accordé au maître d'œuvre, entre le coût prévisionnel des travaux, fixé à l'APD et le coût des travaux obtenu en phase consultation. En cas de dépassement de ce taux de tolérance, le maître d'œuvre doit reprendre ses études pour entrer dans l'enveloppe validée à la suite des études d'APD.

## **ARTICLE 9 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **9.1. COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte du marché de travaux passé par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet.

Le maître d'œuvre s'engage par écrit à respecter ce coût de réalisation, assorti d'un taux de tolérance prévu à l'article 9.3 ci-après.

## **9.2. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT DU COUT DE REALISATION DE TRAVAUX**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 fixé dans l'acte d'engagement du marché de travaux.

## **9.3. TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 4 %.

## **9.4. SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 9.3 ci-dessus.

## **9.5. COMPARAISON ENTRE LA REALITE ET LA TOLERANCE**

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix et prestations supplémentaires demandées en cours de chantier par le maître d'ouvrage.

## **9.6. PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE**

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 9.4, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## **9.7. MESURES CONSERVATOIRES**

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 9.4, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées, à la diligence du maître de l'ouvrage, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de missions VISA, DET, OPC et AOR.

# **ARTICLE 10 - ORDRES DE SERVICE**

## **10.1. ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE**

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

### **10.1.1. Forme de notification**

L'ordre de service est remis au maître d'œuvre contre récépissé, soit adressé par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par tout autre moyen permettant d'en attester la date de réception.

### **10.1.2. Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage**

Un ordre de service du maître d'ouvrage est nécessaire :

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre,
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles,
- Quand le calendrier prévisionnel du déroulement de la mission a été modifié.

### **10.1.3. Effets d'un ordre de service / possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations**

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours calendaires sous peine de forclusion. Ce délai court à compter de la date de réception de l'ordre de service.

Par dérogation aux dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3.8.3 du C.C.A.G.-P.I., le maître d'œuvre peut refuser de se conformer aux prescriptions d'un ordre de service qui seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire. Dans ce cas, il doit notifier par écrit au maître d'ouvrage son refus motivé dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception de cet ordre de service.

Par dérogation aux dispositions du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3.8.3 du C.C.A.G.-P.I., le maître d'œuvre peut refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations, si cet ordre de service lui est notifié plus de six mois après la notification du marché. Le maître d'œuvre dispose alors d'un délai de quinze (15) jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus au maître d'ouvrage, pour éventuellement proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. S'il ne propose pas de nouvelle date de démarrage des prestations ou si la date qu'il propose n'est pas acceptée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 31.2 du C.C.A.G.-P.I.. Cette résiliation ne peut lui être refusée.

## **10.2. ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE**

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage. C'est sur cette base que sont établis les engagements comptables.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur en deux exemplaires. Celui-ci renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Toutefois, dans les cas suivants, le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- Notification de la date de commencement des travaux ;

- Prolongation de la période de préparation des travaux qui prolonge le délai d'exécution des travaux ;
- Passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle ;
- Notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- Interruption ou ajournement des travaux ;
- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages.

#### **ARTICLE 11 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

#### **ARTICLE 12 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX**

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

#### **ARTICLE 13 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION**

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G.-P.I., le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques constituées par les éléments de mission tels que définis à l'article 1.5 du présent C.C.P.

#### **ARTICLE 14 - ACHEVEMENT DE LA MISSION**

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du C.C.A.G.-P.I. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

#### **ARTICLE 15 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS / DECISIONS APRES VERIFICATIONS**

Chaque élément de mission fera l'objet d'une vérification et d'une décision après vérification.

##### **15.1. OPERATION DE VERIFICATION**

Les opérations de vérifications se font dans les conditions définies à l'article 26 du C.C.A.G.-P.I.

## 15.2. DECISION APRES VERIFICATION

Les décisions après vérification sont prises conformément à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

<b>ARTICLE 16 - UTILISATION DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>
---

### 16.1. UTILISATION DES RESULTATS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats est l'option A de l'article 25 du C.C.A.G.-P.I.

### 16.2. CESSION DE DROIT

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de leur réalisation, avec l'ensemble des garanties de droit, tous les droits patrimoniaux qu'il détient sur les créations issues de l'exécution du présent marché, qu'il s'agisse de textes, plans, de dessins, de graphismes ou de photographies.

L'option A du C.C.A.G.-P.I est applicable dans les limites fixées ci-dessous :

- Le titulaire cède ses droits au pouvoir adjudicateur sur l'œuvre créée pour répondre à l'objet du présent marché, pour la durée légale de protection.
- La cession couvre le territoire français.
- Les droits cédés comportent ceux de représenter et de reproduire, de rendre accessible, de diffuser de communiquer au public et aux tiers, d'une quelconque façon, tout ou partie des créations de l'exécution du présent marché.

Pour satisfaire aux prescriptions de l'article L.131-3 du code de la propriété intellectuelle, il est précisé que les droits cédés comprennent :

Pour les droits de reproduction :

- Le droit de reproduire et de faire reproduire l'œuvre, sans limitation du nombre, en tout ou partie, sur tout support, notamment papier, magnétique, numérique CD-ROM, CD-I, DVD ou tout autre support informatique ou électronique, connu ou inconnu, actuel ou futur.
- Le droit de reproduction par reprographie, tel que visé à l'article L.122-10 du code de la propriété intellectuelle.

Pour les droits de représentation :

- Le droit, pour tout ou partie des œuvres, de diffuser ou faire diffuser, de quelque manière que ce soit, par tout procédé, quel qu'il soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment par tous les réseaux de télécommunication, actuels et futurs tel le réseau Internet, et ce sur tout support mentionné au présent article, en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ou organisme.

Il est convenu que cette cession est consentie pour l'ensemble des besoins de réalisation de l'opération, ainsi qu'à tous ceux du pouvoir adjudicateur dans ses actions de promotion et de communication.

Il est convenu que les adaptations substantielles, du fait du maître d'ouvrage seront soumises au visa du titulaire.

Le titulaire pourra disposer, sous réserve du respect du secret professionnel évoqué ci-dessous, de l'usage ses droits, pour les besoins propres à son exercice professionnel, ceci pour des publications personnelles, actions de promotion de ses activités, dossiers de références.

Le titulaire garantit détenir les droits de propriété intellectuelle rattachés à l'œuvre créée pour répondre aux besoins du présent marché. Il garantit le pouvoir adjudicateur de toutes les prétentions que les tiers pourraient faire valoir en raison de l'utilisation par le pouvoir adjudicateur de ces droits conformément au présent marché.

### **16.3. SECRET PROFESSIONNEL**

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit, outre l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

#### **ARTICLE 17 – ASSURANCE**

Il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires et de s'assurer contre tout risque lors de l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production des attestations d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations dans un délai de quinze (15) jours, le marché pourra être résilié conformément à l'article 32 du C.C.A.G.-PI. A cela s'ajoute l'ensemble des normes nécessaires pour un produit et garanties pour lesquelles le titulaire s'engage.

#### **ARTICLE 18 – PIÈCES ET ATTESTATION**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 14 du présent C.C.P.

#### **ARTICLE 19– RESILIATION**

Il sera fait, le cas échéant, application des dispositions du Chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I. avec les précisions suivantes.

##### **19.1. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

Par dérogation à l'article 33 du C.C.A.G.-P.I., le présent marché public pourra être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnisation.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne pourra résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de

réception.

## **19.2. RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS**

Si le présent marché est résilié aux torts du titulaire dans l'un des cas prévus à l'article 32 du C.C.A.G.-P.I. ou dans le cas exposé ci-dessous, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Par dérogation à l'article 32.1 du C.C.A.G.-P.I., le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites des seuils de tolérance fixés aux articles 8.3 et 9.4 du présent CCP, ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études

### **ARTICLE 20 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

La monnaie de compte du marché est l'Euro.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### **ARTICLE 21 – COMPETENCE EN CAS DE LITIGE**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le Tribunal Administratif territorialement compétent est celui de Cergy Pontoise.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY PONTOISE  
Tribunal administratif Cergy 95000  
2-4, boulevard de l'Hautil BP 322  
95027 Cergy-Pontoise Cedex  
01 30 17 34 00

### **ARTICLE 23 –DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'Article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I.

L'article 3.2 CCP déroge à l'article 26.2 du C.C.A.G.-P.I.

L'article 4.1 du CCP déroge à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-P.I. :

L'article 5.4 CCP déroge à l'article 11.8 du C.C.A.G.-P.I.

L'article 7.1 CCP déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I.

L'article 10.1.3 CCP déroge aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3.8.3 du C.C.A.G.-P.I.

L'article 19.1 CCP déroge à l'article 33 du C.C.A.G.-P.I.

L'article 19.2 CCP déroge à l'article 32.1 du C.C.A.G.-P.I.